

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 50

LOI ABROGEANT LA LOI SUR L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE ET CONCERNANT LA POURSUITE DES ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Projet de loi 109

présenté par Madame Lucienne Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

Présenté le 27 octobre 1993

Principe adopté le 9 novembre 1993

Adopté le 1^{er} décembre 1993

Sanctionné le 2 décembre 1993

Entrée en vigueur: le 1^{er} janvier 1994

Loi modifiée:

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi abrogée:

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2)



CHAPITRE 50

Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut

[Sanctionnée le 2 décembre 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. I-13.2,
ab.

1. La Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2) est abrogée.

Transfert de
droits et
obligations

2. Les droits et obligations ainsi que les biens, dossiers et autres documents de l'Institut québécois de recherche sur la culture deviennent ceux de l'Institut national de la recherche scientifique institué en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1).

Poursuite
des activités

3. Sont continuées par l'Institut national de la recherche scientifique les affaires en cours à l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Fonctions de
l'Institut

4. L'Institut national de la recherche scientifique doit constituer, conformément à la Loi sur l'Université du Québec et aux lettres patentes de l'Institut, un centre de recherche ayant pour objets d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels. Le fonctionnement et le maintien du centre obéissent aux mêmes règles que celles applicables aux autres centres de recherche de l'Institut.

Transfert de
crédits

5. Le solde des crédits accordés pour l'Institut québécois de recherche sur la culture pour l'exercice financier en cours le 1^{er} janvier 1994 est transféré au programme relatif à l'enseignement et à la recherche universitaires.

Subvention

Le ministre accorde, en application de ce programme, une subvention à l'Université du Québec pour l'établissement et le

maintien du centre de recherche visé à l'article 4 dont le montant est égal au solde des crédits visé au premier alinéa.

Sommes
requis

Pour tout exercice financier subséquent où le centre est maintenu, les sommes requises pour le maintien du centre sont comprises dans les sommes mises à la disposition de l'Université du Québec.

c. R-10,
annexe 1,
mod.

6. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifiée par les décrets 398-92 et 399-92 du 25 mars 1992, 669-92 du 6 mai 1992, 1263-92 du 1^{er} septembre 1992, 1666-92 du 25 novembre 1992, 327-93 du 17 mars 1993 et 1202-93 du 1^{er} septembre 1993 et par les articles 293 du chapitre 21 des lois de 1992, 71 du chapitre 44 des lois de 1992, 53 du chapitre 67 des lois de 1992, 153 du chapitre 68 des lois de 1992, 65 du chapitre 40 des lois de 1993 et 31 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifiée par la suppression, dans les paragraphes 1 et 4, des mots « l'Institut québécois de recherche sur la culture ».

Ministre
responsable

7. Le ministre de l'Éducation et de la Science est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

8. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1994.